

LE PANGERMANISME ET L'EUROPE CENTRALE

I

Un meunier, plaidant contre l'État français, alléguait l'autre jour des titres de propriété remontant à Charles le Chauve. Il faut sonder l'histoire presque aussi loin pour tracer les origines du pangermanisme. Après le serment de Strasbourg, la part de Lothaire fut absorbée assez vite par les héritiers de Louis le Germanique : ils reconstituaient une monarchie immense, embrassant l'Europe centrale, l'Italie, le tiers de la France ; ils ceignaient la couronne des Césars ; Césars eux-mêmes — « *Kaiser* », c'est le même mot — ils gouvernaient le Saint-Empire romain-germanique, ils représentaient en quelque sorte le pouvoir temporel de la chrétienté, ne laissant en dehors de leur orbite, sur le continent, que le royaume des Capétiens. Comme Victor Hugo l'exprime en un vers saisissant, il existait en Europe deux arbitres suprêmes,

Ces deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur.

Ce passé fascine encore les imaginations allemandes. C'est lui qu'Hitler évoquait hier dans son discours de Vienne. Au lieu d'une France organique, faisant corps avec son sol, les Atlas historiques édités à Leipzig caractérisent chaque siècle par une nébuleuse énorme, bariolée de mille couleurs, qui se gonfle au centre du monde, de Mompelgard, qui est devenu Montbéliard, et de Mailand, que nous appelons Milan, jusqu'aux confins des Hordes tartares et de la Turquie. Où notre pensée se reporte à saint Louis, celle des Allemands contemple Frédéric Barberousse ou l'expédition de Conradin au royaume de Naples. Notons que les poussées germaniques se sont portées au delà des Alpes beaucoup plus souvent que vers l'Ouest : c'est l'Italie la Côte d'Azur de l'Allemagne ; elle a servi de théâtre à ses invasions ; les

démêlés des Guelfes et des Gibelins, des partisans du Saint-Siège et de l'Empereur, occupent tout le moyen âge ; la Lombardie n'est redevenue italienne qu'en 1860, Venise qu'en 1866, le Trentin qu'en 1918. Aussi bien la péninsule avait-elle la même structure, fractionnée en multiples principautés.

Cette structure empêche d'ailleurs toute analogie du Saint-Empire avec nos États actuels. Il ne constituait guère une nation, mais un conglomérat de seigneuries, associées sous la vague suzeraineté d'une Maison lointaine ; leurs limites flottaient ; elles s'enclavaient mutuellement, elles échangeaient des territoires, au hasard des guerres et des mariages ; administrées en biens de famille, elles ne tenaient guère compte de la race ni des mœurs. Leur fluidité rendait les migrations faciles. De là l'enchevêtrement des peuples autour du Danube ; des flots slaves, battus de tous côtés, restaient en Bohême — les Tchèques — et jusqu'au cœur de l'Allemagne, en Lusace, où les Wendes parlent encore aujourd'hui leur langue, à deux heures de Berlin. Cependant l'élément germanique prépondérant gagnait du terrain ; il contournait les zones allogènes, il essaimait, projetant des communautés agricoles en Hongrie, en Transylvanie, en Bessarabie, jusque dans les Balkans ; les tsars, plus loin, favorisaient sa colonisation ; au dix-huitième siècle, Catherine II, elle-même d'origine allemande, établissait ses compatriotes sur la Volga, où leurs descendants forment une République soviétique peuplée de cinq cent mille habitants ; et les provinces baltes, christianisées jadis par les Chevaliers Teutoniques, demeuraient le fief de barons allemands qui tenaient en servage la population primitive. En plus d'un cas, la différence de race correspondait ainsi à celle des classes sociales.

II

Napoléon détruisit le Saint-Empire. Les Habsbourg, ses souverains, contre qui les Bourbons avaient si souvent lutté, se voyaient cantonnés dans un nouvel État, l'Autriche, formé de leurs domaines patrimoniaux ; c'est à titre d'Autrichiens qu'ils prirent leur revanche en 1815, et que Metternich, leur chancelier, inspira la politique contre-révolutionnaire en Europe ; en Allemagne proprement dite, la Prusse les supplantait ; elle devait réaliser contre eux, en 1866, l'unité germanique,

et les en exclure. Entre les Hohenzollern et la vieille dynastie catholique, les différences s'accroissaient, et marquaient leurs peuples. L'Allemagne se concentrait, se raidissait ; sa poussière d'astéroïdes avait fait place à un petit nombre de royaumes et de grands-duchés, disciplinés, militarisés ; le « *Kaiser* » — celui de Berlin cette fois — méditant la conquête du monde, entraînait dans son sillage la cour de Vienne sans cesser de la considérer comme un auxiliaire étranger.

L'Autriche, devenue Autriche-Hongrie, n'était plus en effet un pays germanique ; outre ses vieilles provinces, elle comprenait un tiers de la Pologne, et les marches orientales ou méridionales laissées à sec par le reflux des Turcs. Bismarck lui-même détournait ses ambitions vers l'Est, et plus elle s'y enfonçait, plus elle se grossissait d'éléments hétérogènes ; en cette Europe où triomphait le principe des nationalités, sa mosaïque constituait une anomalie, un anachronisme. L'attachement au souverain la tenait ensemble, faible lien. Si François-Joseph avait survécu moins longtemps, si l'Empereur Charles avait pu, dès avant la guerre, accorder aux Slaves une part égale dans l'administration de l'État, peut-être eût-il tout sauvé : mais il apparut trop tard ; son prédécesseur, en lançant l'ultimatum à la Serbie, avait signé l'arrêt de mort de la monarchie bicéphale ; déjà les Tchèques se battaient pour l'indépendance, en France et en Russie, et le démembrement de l'Empire — il faut le rappeler, puisqu'on en accuse les diplomates — était un fait accompli, spontanément, plusieurs semaines avant l'armistice. — C'est que, dans cet amalgame de races, Allemands et Magyars s'étaient obstinés à garder l'hégémonie ; ils représentaient l'aristocratie, les grands propriétaires, que leurs fermiers aimaient peu ; ils se considéraient comme les dirigeants naturels de peuples inférieurs ; leur alliance avec Berlin servait à l'expansion d'une même culture.

Grâce à cette alliance, pendant la guerre, le rêve du pangermanisme fut bien près de s'accomplir. Il ne se concevait pas encore nécessairement comme l'union de tous les Allemands en un même bercaïl, mais plutôt comme leur domination économique et militaire sur l'ensemble de la planète. Orgueilleux de leur force, de leur organisation, leurs théoriciens entendaient bien leur annexer un jour tous ceux qui parlaient leur langue sous n'importe quel drapeau ; mais ils entretenaient la notion d'un « *Deutschtum* », d'un germa-

ni me, plus vaste que le « *Reich* » allemand ; les membres de ce « *Deutschtum* », solidaires, formaient la race élue, et devaient commander ; industriels et soldats leur traçaient un programme dont la carte de l'Europe, au traité de Brest-Litowsk, donne une idée approximative. Une « *Mittleuropa* » de Berlin à Bagdad, sous l'égide d'une Allemagne si puissante que le maintien d'autres souverainetés importait peu ; à l'ouest, l'occupation du nord de la France avec ses richesses minières, et de la Belgique où les Flandres pouvaient se travestir en duché germanique ; à l'Est, en face d'une Russie brisée, de vagues États-tampons où l'on implantait des créatures, un duc d'Urach en Lithuanie, un hetman Skoropadski en Ukraine : l'achèvement eût comporté d'amples cessions coloniales, si la défaite n'était venue rompre ces projets à moitié réalisés.

III

Le pangermanisme hitlérien ne reproduit qu'en partie celui d'avant-guerre.

Hitler est né en Autriche, à deux pas de la frontière allemande, dans une de ces campagnes toutes semblables à elles-mêmes de part et d'autre ; il s'est toujours senti Allemand ; à ses côtés, Rosenberg vient des pays baltes, Darré, qui porte un nom français, a vu le jour parmi les immigrants allemands d'Amérique latine ; ils se proposent de relier au tronc germanique ses rameaux dispersés. Un peuple, ajoutent-ils, a besoin d'un « espace vital » (*Raum*) proportionné à son importance numérique ; la démoralisation du peuple allemand, après guerre, tenait à la suppression de cet espace (*Volk ohne Raum*) : ses quatre-vingt millions d'habitants y ont droit, dès lors que la France et l'Angleterre, deux fois moindres, possèdent des Empires coloniaux. Et surtout, la qualité de la race légitime ces prétentions : dans les veines du Nordique coule sans mélange le sang aryen, principe des grandes œuvres humaines ; ailleurs, vous ne trouverez que des métissages, négroïdes ou sémitiques. Il faut que l'hégémonie revienne aux purs ; il faut au moins qu'ils soient maîtres chez eux. Absurde scientifiquement, un tel mythe est tout chargé de dynamisme ; les vaincus oublièrent leur complexe d'infériorité, ils saisissaient avidement, entre mille folies contradictoires, celle qui les grandissait à leurs propres

yeux ; ils y retrouvaient leurs doctrines d'autrefois, Treitschke Lamprecht, confirmées par le Français Gobineau et l'Anglais Houston Stewart Chamberlain ; ils en faisaient une religion ; le Troisième Reich entier repose sur elle.

Ainsi s'explique la politique d'Hitler, au dedans comme au dehors : *Mein Kampf* en laissait prévoir les étapes successives. Il fallait d'abord cimenter l'unité nationale, détruire pour toujours les vestiges des rivalités princières, transformer les « États » — Prusse, Bavière, Wurtemberg — en de simples circonscriptions administratives : bien fous les monarchistes qui songeaient au Führer pour le rôle de Monk. Il fallait unifier les classes et les partis, en les rassemblant tous en une même organisation « nationale-socialiste », il fallait monopoliser l'éducation, et, si possible, déraciner les Églises : un seul chef d'orchestre devait envoûter l'âme allemande. Pour la suite, il fallait se constituer une forte armée. Elle servirait aux dessins de la politique extérieure : non vers l'Ouest (ce fut, disait *Mein Kampf*, la grande erreur de Guillaume II), non vers la France, ni vers des colonies lointaines, mais vers des territoires à portée de la main et propices à l'exploitation germanique ; l'Europe occidentale, trop dense, ne s'y prêterait guère ; il serait dérisoire de tuer deux millions d'Allemands pour annexer autant d'étrangers ; en revanche, que de possibilités dans le bassin danubien, et dans les steppes de Russie ! Les unes achèveraient d'unir à la mère patrie ses communautés dispersées ; les autres permettraient d'exterminer le bolchévisme : l'Allemagne industrielle trouverait parmi ses voisins agricoles des matières premières et des débouchés. Oui, mais la France y consentirait-elle ? y a-t-il place, sur le continent, pour deux grandes puissances ? *Mein Kampf* répondait par la négative, et concluait à la nécessité d'un combat décisif où s'« anéantirait » la nation rivale. Il se peut que, depuis, Hitler ait changé ces vues ; « anéantir » peut signifier neutraliser, et cela ne suppose pas nécessairement la guerre ; cependant le Führer n'a jamais consenti à désavouer explicitement une ligne de sa Bible, malgré toutes les sollicitations, et ceci nous fait comprendre que ses offres d'amitié n'aient pu dissiper les alarmes.

IV

Chose curieuse, les obstacles aux projets d'Hitler lui sont venus avant tout de son pays natal.

En 1918, alors que la Croatie faisait retour au royaume yougoslave, la Transylvanie à la Roumanie, la Galicie à la Pologne, l'« Autriche allemande » avait envisagé tout naturellement de fusionner avec l'Allemagne ; sa Diète y avait consenti, et la totalité des Diètes provinciales, sauf celle du Vorarlberg, qui préférait devenir suisse ; les socialistes régnants n'y voyaient pas d'inconvénient, les catholiques non plus ; le principe des nationalités semblait l'exiger. Pourtant le traité de Saint-Germain l'interdit. Ramenée à six millions d'habitants (sur lesquels deux millions peuplaient Vienne, capitale démesurée), la nouvelle République s'occupait surtout, les années suivantes, d'aménager sa vie dans son cadre restreint ; beaucoup doutaient que ce fût possible ; hormis une petite minorité pangermaniste, les hommes politiques s'efforcèrent néanmoins d'y travailler loyalement, tout en espérant des accords plus vastes : mais une entente danubienne, que préconisait la France, ne put se réaliser, et l'union économique avec le Reich, qui tenta le chancelier Schober, se heurta au veto des Alliés.

Ce fut le mérite de Mgr Seipl d'avoir rendu l'Autriche viable financièrement. Désormais l'Anschluss n'apparaissait plus comme le salut indispensable. Pourtant l'esprit national manquait ; il fallut le nazisme de Berlin pour l'éveiller. Devant cette Allemagne iconoclaste, tyrannique, brutale, tous ses voisins parlant sa langue réagirent de la même façon : une ville comme Bâle en Suisse par exemple, que je me souviens d'avoir vue délirer aux victoires du Kaiser, abhorre aujourd'hui le Troisième Reich et son idéologie ; les divers peuples germaniques se sentent également menacés ; leur situation correspond à ce qu'eût été celle du Canada si la France de M. Combes — hypothèse chimérique — non seulement l'eût revendiqué en raison de son origine, mais eût prétendu lui imposer son anticléricalisme jacobin, et cela de force et de près, avec une armée battant aux portes... Le sang, pour Hitler, détermine une conception de la vie : rien ne peut donc l'irriter plus que de voir des hommes de son sang répudier son système ; leurs livres, leurs journaux peuvent s'insinuer au dedans de ses frontières, et saper l'unité qu'il a forgée ; il exigera de les mettre au pas. Et ses exigences même transformeront les nations visées en foyers d'opposition.

« L'Autriche est germanique : ainsi se pourrait résumer la mystique de Dollfuss ; mais elle a pour mission de montrer à l'univers que le germanisme ne se confond pas avec sa caricature du Troisième Reich. Elle doit perpétuer l'Allemagne de Mozart et de Schubert, qui est aussi celle de Beethoven et de Goethe, l'Allemagne de la religion, de la poésie, des arts, elle en représente aujourd'hui le dernier asile ; comme au dix-huitième siècle, la Vienne de Marie-Thérèse s'oppose à la Prusse militarisée, elle est là, placée au centre de l'Europe, pour présider à des échanges féconds, elle est fière de ses Alpes et de sa paysannerie saine, et peut-être un jour ses frères du Nord lui sauront-ils gré d'avoir, par son indépendance, préservé le meilleur de leur esprit. » Schuschnigg célébrait le même idéal ; il ralliait l'ensemble des catholiques, c'est-à-dire l'immense majorité de la nation ; il s'accordait avec les espoirs des légitimistes, qui s'étaient attendris sur Otto leur « Roi-enfant », et préparaient l'avènement d'Otto jeune homme ; et si les socialistes lui en voulaient d'avoir supprimé leur parti, si les Juifs, nombreux dans la capitale, demeuraient étrangers à sa foi, du moins redoutaient-ils la pire intolérance que symbolisaient à leurs yeux les Chemises brunes ; eux aussi combattaient l'annexion.

Les événements ont prouvé qu'en Europe centrale il est plus facile d'annihiler le communisme que le nazisme. Pour venir à bout du premier, il suffit d'un gouvernement énergique : après les émeutes de 1934, Vienne la rouge n'a plus bronché ; ses dirigeants ont pu bâtir à l'aise une société suivant les directives des Encycliques. Mais le nazisme vaincu renaissait sans cesse ; il cumulait terreur et propagande ; il s'alimentait tout à côté — alors que la Russie était bien loin — dans une Allemagne qui accueillait ses militants et qui renouvelait à leur profit les méthodes de l'Internationale. Ses partisans se recrutaient parmi les aigris de la classe moyenne, chez les très jeunes gens, parmi les anticléricaux aussi (leurs demandes comprenaient des réformes telles que l'introduction du divorce), enfin parmi tous les anciens pangermanistes demeurés fidèles à la Grande-Allemagne et parmi ceux que flattait la puissance de leur compatriote Hitler. On les évaluait au tiers ou au quart de la population : deux millions d'hommes, c'est assez pour

remplir les rues de clameurs, et pour contraindre les foules avec le secours des baïonnettes étrangères.

Nous ne reviendrons pas sur le meurtre de Dollfuss, ni sur les dernières péripéties de la lutte : guet-apens de Berchtesgaden, vains efforts de Schuschnigg pour équilibrer l'appel de l'ancien nazi Seyss-Inquart par celui de l'ancien socialiste Welczek, suprême campagne d'indépendance, et, sitôt le plébiscite annoncé, ultimatum, trahison de Seyss-Inquart, capitulation devant la force ; tout ceci appartient désormais à l'histoire ; le vote du 10 avril, après le fait accompli, les chefs de la résistance étant emprisonnés ou en fuite, ne représente qu'une comédie réglée d'avance. Mais on stigmatisera la vilénie de certains procédés : la soi-disant « vague de suicides » ou de morts subites (en Allemagne aussi, lors de la « purge » de 1934, on accusait le chef de l'Action catholique de s'être suicidé), la glorification des assassins, les outrages à la mémoire de Dollfuss ou à la personne de ses successeurs ; ces spectacles — dont l'occupation du nord de la France, en 1914, offrait l'équivalent — révèlent un manque de décence et d'esprit chevaleresque qui confine à l'ignoble.

V

Quelle sera la portée de cette tragédie ?

Une Allemagne de soixante-treize millions d'habitants bouleverse l'équilibre européen : tel est le résultat brutal. Occupant une position centrale, s'insérant comme un coin entre des États cinq ou six fois plus petits, elle domine de beaucoup la France, l'Angleterre et l'Italie, dont aucune ne dépasse sérieusement les quarante millions ; ses revendications s'en trouveront accrues, d'autant que ses nouveaux territoires ne lui fournissent guère de ressources économiques ; et elle sera tentée plus que jamais de peser sur le continent pour le remanier à son gré. Son unité, peut-être, s'affaiblira momentanément, et les catholiques d'Autriche s'ajoutant à ceux du Reich peuvent renforcer l'opposition : mais d'autre part le succès rehausse le prestige du Führer ; il joue, et il gagne ; les difficultés intérieures le pousseront à jouer encore. D'après la théorie de « l'espace vital », l'Empire agrandi réclamera plus impatiemment des colonies ; il voudra surtout disposer du bassin danubien à sa convenance ; M. von Papen, à ce propos, a déjà prononcé le mot de « *Commonwealth* ».

L'Allemagne, en outre, encercle désormais à moitié la Tchécoslovaquie ; elle entre en contact direct avec la Hongrie, la Yougoslavie, l'Italie ; leurs sentiments à son égard ne peuvent qu'en être affectés. Elle représentait auparavant à leurs yeux une force lointaine, moins importante pour Belgrade que les ressentiments envers les Habsbourg, pour Budapest que les aspirations révisionnistes ; maintenant elle est contiguë, et se fait craindre. La Tchécoslovaquie surtout vit sur des épines : ses districts germaniques bordent sa frontière nord ; leur autonomie, s'ils prenaient leur mot d'ordre à Berlin, la livrerait aux invasions ; visée directement par les discours d'Hitler, elle se trouve placée entre une reddition et une menace de conflit sanglant, et l'origine sudète de M. Seyss-Inquart ne doit guère la rassurer. Mais tous ses voisins ont aussi des minorités allemandes dispersées ; le nazisme les travaille chacun à sa façon ; ils seront portés, devant le péril, à s'entendre en sacrifiant bien des intérêts secondaires, si toutefois les nécessités économiques ne les obligent à traiter, et s'ils ne jugent préférable de ménager le Reich plutôt que d'encourir son ire... Leur choix dépendra du secours qu'ils pensent recevoir de l'Occident.

Pour les grandes puissances, le drame autrichien signifie un danger tout aussi grave. Si l'Anschluss se réalise, écrivaient les journaux français, ce sera la guerre mondiale, ou notre abdication. Disons tout au moins que l'Anschluss constitue pour la France l'équivalent d'une sérieuse défaite militaire. Il s'agit de savoir si elle va renoncer à son prestige international en Europe, à cette mission de guide que lui conféraient spontanément les petites nations ; surprise en Autriche, il semble impossible qu'elle ne s'engage aux côtés de la Tchécoslovaquie, avec laquelle la lient des traités formels ; il y va de son honneur et de sa sécurité ; c'est là pour elle un nœud vital. Quant à l'Angleterre, toujours disposée à temporiser, encore insulaire dans sa méfiance envers les imbroglis du continent, elle sent pourtant s'éveiller un autre vieux réflexe, celui qui l'a jadis opposée aux hégémonies militaires de Napoléon comme de Guillaume II, celui qui l'égarait après-guerre en la refroidissant envers la France « trop puissante ». Les hésitations de Londres, les troubles financiers et sociaux de Paris, peuvent retarder une prise de conscience ; mais la situation l'imposera.

L'Italie offre une énigme plus inquiétante. A-t-elle été dupe ou complice ? L'histoire et la géographie s'accordent

à lui faire redouter un Empire allemand sur le Brenner ; la petite Autriche d'hier lui convenait beaucoup mieux ; on n'imagine guère qu'elle l'ait sacrifiée à des ambitions méditerranéennes. Sans doute a-t-elle dû faire contre fortune bon cœur : l'Allemagne l'a prise, elle aussi, au dépourvu, avant que ses pourparlers britanniques n'eussent abouti ; et Mussolini ne pouvait désavouer si tôt l'axe Rome-Berlin sans « perdre la face », comme disent les Orientaux. S'il conclut prochainement un accord avec Londres, si nous le voyons, sans en avoir l'air, se rapprocher de la France et de l'Angleterre, et consolider ce qui reste de libertés en Europe centrale, nous pourrions espérer qu'il n'a pas définitivement les mains liées ; sinon, la chose serait tragique : un tel abandon ne compenserait que par des perspectives gigantesques, et il faudrait se demander si l'Italie et l'Allemagne n'ont pas élaboré en commun un plan de conquêtes visant au partage du monde. Nous ne saurions croire, pour l'instant, à une telle folie.

L'Allemagne se garde bien, au surplus, de susciter un conflit général : elle expérimente une tactique inédite, le coup de force appuyé sur l'armée, et qui désarçonne les autres pays habitués à ne pas voir d'intermédiaire entre les négociations diplomatiques et la guerre. De là sa prédilection pour les accords à deux. Lorsqu'elle y insiste, et que la France leur oppose la sécurité collective, on a l'impression d'une querelle byzantine ; mais toute son habileté consiste à isoler une nation plus faible, et à l'accabler, alors que leur disproportion ne laisse subsister aucun risque ; elle pense avancer ainsi pas à pas, jusqu'à ce qu'elle soit devenue assez forte pour braver n'importe qui. Si, dans une attaque contre la Tchécoslovaquie, elle avait la certitude de trouver en face d'elle, armées et solidaires, la France, la Grande-Bretagne et la Petite-Entente, et si d'autre part l'Italie ne lui a rien promis, nous pourrions dormir tranquilles : jamais la guerre n'éclaterait. Si elle avait eu la même certitude pour l'Autriche, l'Autriche existerait encore. Mais la fermeté seule nous sauvera ; ou bien, de capitulations en capitulations, nous en viendrons au point où le Führer croira pouvoir impunément allumer l'incendie, — et dans ce cas il n'y aura pas de nation, si lointaine, si pacifique, ou si bien équipée fût-elle, qui ne risque d'être consumée.

Auguste VIATTE.